



[7 Thinking Steps sur le paquet de traités européens](#)

Step 3: Des milliards pour la bureaucratie européenne

Peter Keller : *Madame Martullo, nous parlons du nouveau paquet d'accords entre l'UE et la Suisse. Il comprend 2 228 pages. Ce n'est pas tout. Il faut encore ajouter plus de 20 000 pages de règlements d'application, principalement de l'UE. Dans le podcast d'aujourd'hui, il sera question d'argent. Pour de nombreux citoyens et citoyennes, cette question est décisive. Combien cela coûte-t-il et qui paie ? Désormais, l'UE exige de la Suisse, qui n'est pas membre de l'UE, une contribution financière régulière et, comme elle le dit, équitable. À combien s'élève cette contribution ?*

Magdalena Martullo-Blocher : Donc, horizon, il y a encore d'autres programmes. Tous ces programmes de recherche et de développement sont désormais estimés à 900 millions par an à l'avenir. Nous devons aussi payer cela, mais le contrat en lui-même coûte encore séparément 1,4 milliard plus toutes ces contributions que nous devons verser parce que nous devons siéger partout, avoir des systèmes, utiliser les systèmes informatiques de l'UE, saisir des données dans les systèmes et ainsi de suite. Ensuite, il y a bien sûr d'énormes efforts également du côté de la Confédération. Ils sont totalement minimisés ici. On parle parfois ici d'une poignée de postes ou au maximum d'une quinzaine de postes supplémentaires à la Confédération. Cela ne s'est absolument pas confirmé par le passé. Dans l'accord sur le transport aérien, nous avons déjà repris de manière dynamique le droit de l'UE, certes sans mesure de sanction, mais nous l'avons toujours repris. On disait « oui, au début il y aura un certain effort initial et ensuite ce sera moins d'efforts pour tout le monde ». Cela ne s'est pas du tout confirmé. Le nombre de fonctionnaires fédéraux à cet endroit a été multiplié par 10 au cours de ces années. Nous avons constaté que les montants évoqués pour Schengen-Dublin ont été multipliés par 8 entre-temps. Donc, toutes les prévisions du gouvernement fédéral concernant les coûts sont bien trop basses. Le personnel, les systèmes informatiques dont on a besoin et puis, au niveau fédéral, ça s'arrête tout simplement. Ça s'arrête au niveau fédéral. Il n'y a pas de véritable estimation de la charge pour les cantons qui ont encore beaucoup de travail à fournir pour la mise en œuvre et le contrôle, ni pour les postes dans le secteur privé, pour les conseils privés et autres, dont on a besoin pour analyser tous ces textes de loi. Cela n'est

absolument pas pris en compte. Il n'existe aucune évaluation des conséquences réglementaires de la part de la Confédération dans ce dossier.

Peter Keller : *Donc, nous avons les coûts directs pour la Suisse et les coûts indirects. J'aimerais revenir encore une fois sur les coûts directs. Ces milliards de cohésions, comme on les appelle, maintenant, on parle de contribution suisse.*

Magdalena Martullo-Blocher : Ça sonne sympathique, non ?

Peter Keller : *La petite enveloppe que l'on reçoit, oui, volontairement. Et il s'élève maintenant à 350 millions par an, mais il est limité dans le temps. Va-t-il rester à ce niveau ? Qui paye, en fait ?*

Magdalena Martullo-Blocher : Désormais, ce n'est plus limité dans le temps. Jusqu'à présent, cela avait une durée limitée. Maintenant, il va être augmenté et illimité. Et c'est en fait encore la petite contribution. Il y a en plus une très grande contribution à la migration et d'autres coûts de programme qui sont très élevés. Justement, c'est 900 millions. Et il y a en plus ce qu'on appelle les coûts d'agence, donc là où l'on participe. Et là, nous payons parce que notre performance économique par habitant est deux fois plus élevée. Aussi, deux fois plus selon un budget que l'UE détermine. Il faut bien voir que ce n'est pas seulement l'UE qui détermine les budgets auxquels nous participons. Elle peut, bien sûr, aussi, désormais, simplement écrire dans un contrat. La Suisse paie maintenant 10 milliards par an. Nous devons alors nous y conformer. C'est la méthode d'intégration, l'adoption automatique du droit. Si nous disons non, nous ne payons pas cela, alors il y a des mesures de compensation qui désavantagent la Suisse pour 10 milliards. On voit bien à quel point nous sommes livrés à nous-mêmes, partout, mais bien sûr aussi financièrement l'UE peut l'inscrire ici. Demain, ce sera autre chose et nous le paierons. Mais ce sont de toute façon des coûts de plusieurs milliards que la Confédération seule paie déjà chaque année. Mais, eux, tous les autres, eux, coûts ne sont même pas pris en compte et c'est certainement aussi sous-estimé.

Peter Keller : *On parle d'un montant financier équitable, n'est-ce pas ?*

Magdalena Martullo-Blocher: Mais qu'est-ce que cela veut dire, « équitable » ? Oui, dans les contrats, on écrit de jolies choses, mais personne n'y croit vraiment. Mais qu'est-ce que cela veut dire, « équitable » ? Justement, « équitable » signifie simplement que c'est l'UE qui décide ce que la Suisse doit payer. Pour nous, c'est ça être équitable.

Peter Keller : *Et puis, il y a, en quelque sorte, sur la liste d'attente, quelques nouveaux pays, surtout à l'Est, issus de l'ex-Bloc de l'Est, qui veulent encore rejoindre l'UE. Donc, nous parlons de l'Ukraine, de la Macédoine, de l'Albanie, du Kosovo et ainsi de suite. 60 millions de*

nouveaux citoyens européens potentiels, tous des pays qui ont aussi des attentes envers l'UE, surtout d'ordre financier.

Magdalena Martullo-Blocher : Exactement, que nous développons ensuite grâce aux milliards de la cohésion, donc les contributions là-bas, mais qui, bien sûr, lorsque la libre circulation des personnes entre en jeu, peuvent aussi venir plus facilement en Suisse grâce au traité avec l'UE et accéder à nos systèmes sociaux. La Confédération chiffre également là-bas les dépenses supplémentaires que nous avons dans les prestations sociales. Ce sont donc des prestations sociales directes, de l'assurance-chômage jusqu'aux prestations complémentaires pour les personnes âgées. Ils ne les chiffrent même pas. Là, il fait une remarque mesquine. Oui, ce ne sera sûrement pas beaucoup. Nous connaissons cela avec l'immigration, les prévisions de la Confédération. Ils minimisent cela. Incroyable. Donc là, ces coûts ne sont jamais listés non plus. Il ne crée aucune transparence sur les coûts. Mais justement, oui, chaque jour, l'UE peut décider tout à fait autre chose concernant les coûts. Nous devons l'accepter, sinon ce sont des mesures de rétorsion. Elle peut dire, oui, maintenant la Suisse doit payer un milliard de plus par mois pour le transport, simplement comme compensation pour le trafic longue distance. Nous devons accepter cela ou trouver une compensation d'un milliard par mois. Quelle carte blanche ou quel mandat général ? Alors, nous donnons à l'UE le pouvoir sur nous. Ce n'est quand même pas possible que nous nous exposions ainsi comme terrain de jeu. Bien sûr, l'UE est très intéressée par notre argent. Pour eux, c'est relativement peu, car ils ont tellement de dépenses, mais ils restent tout de même intéressés. Ils ont besoin de contributeurs, car leurs contributeurs, c'était surtout l'Allemagne, souffrent actuellement à cause de la biobureaucratie de l'UE. Ils ne sont plus aussi performants et ne perdent plus autant. Et ils cherchent désespérément de l'argent. L'UE elle-même doit toujours obtenir l'argent des pays membres. Elle n'a pas de revenu propre et, bien sûr, elle veut devenir politiquement stable et distribuer de l'argent est toujours très populaire. Nous connaissons aussi cela de la part de nos politiciens. Donc, ils cherchent des sources de financement et pour cette raison, ils ont bien sûr caché des paiements et des contributions partout. Est-ce qu'il y a de mieux encore, par exemple l'accord sur les denrées alimentaires ? Si jamais nous le dénonçons, nous devons quand même continuer à payer les contributions. Même si nous n'en faisons plus partie ou ne voulons plus en faire partie, le paiement continuera. Donc, il y a là aussi des règles très mal négociées, voire pas du tout négociées et très unilatérales.

Peter Keller : *Or, il se trouve que les partisans de ces accords argumentent également avec les coûts et ils mettent en garde en s'appuyant sur une étude commandée par le Conseil fédéral. Et cette étude conclut que si nous disons non à ces accords avec l'UE, cela coûterait à chaque Suisse 2500 francs par an.*

Magdalena Martullo-Blocher : Bon, lors de la conférence de presse, Cassis a dit que les études restent des études et que tout dépend de la manière dont on les présente, car la Confédération ne tombe jamais juste dans ses prévisions. Si l'on pense aussi à l'AVS complètement mal calculée sur le plan financier, l'immigration. Ils ont simplement opposé un scénario extrême. Nous n'aurions plus aucune relation commerciale avec l'UE. Nous ne faisons plus rien du tout que tout s'effondre. Ce n'est pas réaliste. Pourquoi l'UE devrait-elle soudainement rompre tout contact avec la Suisse ? Elle profite déjà aujourd'hui de nous grâce à des paiements. Elle bénéficie bien sûr de la Suisse dans l'accord sur la libre circulation des personnes. Dans les projets de recherche, la recherche européenne voulait justement que la Suisse participe, car elle possède les meilleures institutions de recherche. Ils ont dû l'admettre eux-mêmes et ils l'ont même dit. Non, ce ne serait pas l'alternative. Les accords bilatéraux que nous avons aujourd'hui ne sont pas résiliés. Ce serait alors à l'UE de les résilier, ou bien elle continuerait à les enfreindre, comme elle l'a fait jusqu'à présent. Ici et là, elle enfreint les accords. Cela peut arriver. Mais si nous avons les accords, elle impose simplement des sanctions et les enfreint aussi. C'est alors légitimé juridiquement. Et là, nous en sommes au même point. Donc, il y aura une nouvelle situation, l'ancienne qui continue ou l'ancienne avec, selon les cas, quelques sanctions ici et là. Mais cela ne change rien pour nous. Nous sommes simplement encore obligés de payer. Mais ce qui est peut-être déjà important, c'est aussi la charge administrative, qui est massivement sous-estimée. Dans le contrat d'électricité, nous avons désormais une nouvelle compétence LCOM. Celle-ci réagit directement depuis l'UE. Elle est pilotée par l'UE et régule le marché suisse de l'électricité. Elle a besoin d'une quantité incroyable de documents et d'informations. Nous avons une réglementation Swiss-Finish du Conseil fédéral sur le marché de l'électricité qui prescrit, vérifie et contrôle chaque contrat d'électricité, chaque acteur du marché de l'électricité. Ce sont des charges administratives qui concernent toute la Suisse, le petit consommateur d'électricité, le grand consommateur, le distributeur, le producteur. Par exemple, chez SwissGrid, nous devons effectuer une séparation entre les groupes énergétiques et SwissGrid. Ils ne doivent pas occuper les mêmes postes ni utiliser les mêmes infrastructures. Cela engendre des coûts supplémentaires. Ensuite, en ce qui concerne la législation alimentaire, la Confédération, sous mandat de l'UE, s'approprie les compétences. Elle doit qualifier et mettre en place de nouveaux laboratoires alimentaires qui contrôlent alors tout ce qui se trouve sur les aliments. Les cantons doivent effectuer énormément plus de contrôles, tout documenter pour la Confédération et faire des rapports à Bruxelles. Tout cela représente des efforts gigantesques qui nous attendent ici et qui n'ont été estimés nulle part dans l'évaluation des coûts. Souvent, il est aussi écrit dans le message au Conseil fédéral, « Oui, cela entraînera des charges plus importantes. Nous ne pouvons pas encore les estimer précisément maintenant. C'est impensable. Jamais on n'accepterait une telle chose en Suisse qu'une loi soit adoptée sans même savoir quelles en seront les conséquences. Mais nous ne pouvons estimer les conséquences que de ce que nous connaissons, de ce que l'UE adopte aujourd'hui ou demain. Et

chaque année, elle adopte 150 000 pages de nouvelles réglementations. 150 000 pages. Personne ne sait encore quel impact cela aura chez nous, à part lui. Donc, un regard vers l'avenir. Comment l'UE va-t-elle évoluer économiquement par rapport à la Suisse ? Devons-nous alors payer plus parce que nous nous développons mieux ? Peut-être. Ah, comment ? À quoi cela ressemblera-t-il ? Qu'est-ce que l'UE veut encore faire avec son budget ? Que nous devons simplement payer avec, sans savoir ce que cela implique pour nous ? Le Conseil fédéral n'y a pas réfléchi une seule seconde alors que nous nous engageons ici à adopter tout le droit futur pour toujours. C'est incroyablement vaste et grave. Personne n'accepterait cela à titre privé de louer un appartement et d'accepter n'importe quel prix d'achat fixé par le locataire. Demain ou après-demain, il paierait trois fois plus et il accepterait cela ou devrait sinon payer une compensation. Personne ne ferait une chose pareille. Qu'est-ce que nous faisons ici ? C'est le principe du contrat.

Peter Keller : *Justement, ces coûts indirects qui sont déclenchés par la bureaucratie de l'UE, que nous devons assumer, la mise en œuvre de tout cela en Suisse, qu'est-ce que cela signifie pour les cantons, pour les collectivités publiques, en termes de dépenses et pour les entreprises ?*

Magdalena Martullo-Blocher : Bien entendu, mais au bout du compte, ce sont toujours nous, les citoyens, qui payons tout. Évidemment, avec des salaires plus bas, parce que les entreprises doivent consacrer plus de moyens à la bureaucratie, des prix plus élevés parce qu'elles doivent les répercuter sur les produits. Dans le secteur alimentaire, nous n'avons jamais voulu reprendre les normes. Jamais. Nous nous sommes toujours opposés à ce règlement alimentaire de l'UE et maintenant, tout à coup, nous devons l'adopter. Je veux dire, cela concerne, par exemple, les hôtels. S'ils doivent certifier que la douche est de l'eau potable, alors cela devient simplement plus cher. Ah, si certaines substances doivent être envoyées en Europe pour analyse, même les chips que nous mangeons deviennent plus chers. Ah, ou bien cela a tout simplement un impact partout. Et c'est justement le problème de l'UE, la cherté de la vie. Et les gens dans ces pays ont aussi voté pour des changements de gouvernement parce qu'ils ne supportent plus la perte de pouvoir d'achat due à la cherté de la vie. Et la bureaucratie y joue un rôle très important. Et en Suisse, on connaît un tel instrument, L'évaluation des conséquences des coûts de la régulation n'est pas parfaite non plus. Elle est toujours sous-estimée par la Confédération, mais au moins elle le fait. Ici, il doit en partie le faire. Nous, nous n'en avons pas fait. Nous ne le savons pas. Ah, ça nous est égal. Bon, peut-être parce qu'on se dit que demain, ce sera de toute façon deux ou trois fois plus élevé. Une nouvelle régulation de l'UE n'est peut-être pas réaliste non plus. Les pays de l'UE ont accepté cela, mais ne l'appliquent ensuite que partiellement. Mais les régulations de l'UE ne sont pas appliquées partout. Chez nous, sinon, nous serions sanctionnés, donc nous devons les appliquer.

Peter Keller : *Madame Martullo, pour conclure en une phrase, pourquoi les Suissesses et les Suisses devraient-ils rejeter cet accord avec l'UE, notamment en ce qui concerne les coûts directs et indirects que cela engendrerait, ainsi que la bureaucratie européenne et les efforts qui en découlent ? Parce que notre prospérité chuterait de façon extrême. Chacun aurait moins d'argent dans son porte-monnaie, pourrait se permettre moins de choses.*

Magdalena Martullo-Blocher : Nous le constatons déjà dans l'UE. Nous avons beaucoup plus de prospérité aujourd'hui. Ce serait le cas si, en fonction des réglementations qui restent à promulguer, nous étions même concevablement dans une situation encore pire que les pays de l'UE. Et nous ne voulons certainement pas de cela.

Peter Keller : *Madame Martullo, merci pour l'interview.*

Magdalena Martullo-Blocher : Merci.